

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/51

5 novembre 1998

(98-4305)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

INDONÉSIE

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement indonésien est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport, qui fait l'objet d'une distribution restreinte, ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur l'Indonésie.

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|-------------|--|-----------|
| I. | APERÇU GÉNÉRAL DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES..... | 5 |
| 1) | RÉSULTATS ÉCONOMIQUES AVANT LA CRISE | 5 |
| 2) | RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ACTUELS | 5 |
| II. | PRINCIPALES ÉTAPES DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE DEPUIS LE DERNIER EXAMEN | 7 |
| III. | ENGAGEMENTS DE L'INDONÉSIE AU SEIN DES INSTANCES INTERNATIONALES | 13 |
| 1) | MISE EN ŒUVRE D'INITIATIVES MULTILATÉRALES | 13 |
| 2) | MISE EN ŒUVRE D'INITIATIVES RÉGIONALES | 14 |
| IV. | FUTURE ORIENTATION DE LA POLITIQUE..... | 14 |

I. APERÇU GÉNÉRAL DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

1) RÉSULTATS ÉCONOMIQUES AVANT LA CRISE

1. La croissance économique a été régulière à partir de la fin des années 60 comme en témoigne le taux de croissance annuelle du PIB, qui a atteint en moyenne 7 pour cent au cours des 25 dernières années. D'autres signes du progrès réalisé sont un accroissement du revenu par habitant et le faible niveau du taux d'inflation. En 1996, le revenu par habitant a dépassé 1 000 dollars EU. Au cours des dix dernières années, le taux d'inflation a été modéré, avec une moyenne annuelle inférieure à 10 pour cent.

2. Durant les premières années de sa croissance économique, l'Indonésie était encore fortement tributaire des exportations de pétrole et de gaz. Toutefois, le secteur manufacturier est devenu, depuis la fin des années 80, la principale source de recettes d'exportation, à la place du secteur du pétrole et du gaz.

3. Dotée d'une économie de plus en plus diversifiée et d'une main-d'œuvre qualifiée, et fermement résolue à mettre en œuvre une économie de marché, l'Indonésie offre à la communauté économique internationale d'énormes possibilités en matière de commerce et d'investissement.

4. Depuis 1994, le cadre des investissements s'est notablement amélioré. Les procédures d'agrément des investissements ont été simplifiées. Les investisseurs étrangers sont autorisés à détenir la totalité du capital de leur entreprise.

5. Une politique différente a été instituée en 1995 lorsque le gouvernement a annoncé la liste des réductions tarifaires qui seraient mises en œuvre jusqu'à l'an 2003. L'Indonésie accélère ainsi la mise en œuvre de ses engagements à l'égard de l'OMC et la liste susmentionnée vise une réduction substantielle des droits de douane appliqués aux matières premières et aux produits intermédiaires utilisés dans diverses branches de production.

2) RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ACTUELS

6. L'économie a connu une forte croissance tout au long de 1996 et pendant le premier semestre de 1997. Cependant, le pays a été touché à partir du milieu de 1996 par le phénomène EL NIÑO, qui a provoqué une grave sécheresse dans de nombreuses zones de production alimentaire, des pertes massives de récoltes et l'apparition d'épaisses fumées dans les îles de Sumatra et Kalimantan.

7. La croissance économique a été interrompue par les désordres monétaires survenus en juillet 1997, qui ont débouché sur une crise économique et monétaire, d'où de graves problèmes pour le commerce intérieur et le commerce extérieur.

8. Un ajustement structurel est nécessaire dans tous les secteurs pour que l'Indonésie puisse surmonter l'actuelle crise économique avec le soutien d'institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAsD) et dans le cadre d'une aide bilatérale. Le gouvernement a signé des lettres d'intention avec le FMI concernant la mise en œuvre de programmes de réforme et de stabilisation visant notamment l'élimination des rigidités structurelles, l'amélioration de la transparence budgétaire et la restructuration du système bancaire.

9. En raison des limitations budgétaires, le gouvernement a établi un nouveau budget révisé pour l'exercice 1998/99. Ce budget est fondé sur les hypothèses suivantes: baisse de 12 pour cent du PIB, taux de change de 10 600 rupiahs par dollar EU, recette de 13 dollars EU par baril de pétrole exporté et taux d'inflation de 66 pour cent.

10. Le programme de privatisation des entreprises d'État se poursuit sous le contrôle du nouveau Ministère des entreprises d'État. En vertu du Règlement n° 50/1998 et de l'Instruction présidentielle n° 15/1998, le contrôle de toutes les entreprises d'État a été transféré des ministres de tutelle au Ministre d'État chargé des entreprises publiques. Le gouvernement considère cette mesure comme une première étape visant à rationaliser la gestion des entreprises d'État, qui seront à terme privatisées. Un Conseil de la privatisation chargé de la gestion et de la privatisation des biens de l'État a été créé après la signature de la première lettre d'intention avec le FMI.

11. Au cours de la restructuration du système bancaire, les licences de 16 banques insolvable ont été annulées.

12. Pour renforcer la confiance dans le système bancaire, le gouvernement a créé le 27 janvier 1998 l'Organisme de restructuration bancaire (IBRA). En avril 1998, l'IBRA a annoncé le critère à appliquer en matière de liquidité pour déterminer si une banque doit être placée sous surveillance, reprise ou fermée, ou faire l'objet d'un gel des actifs. À ce jour, 26 banques ont été fermées ou ont fait l'objet d'un gel des actifs, quatre banques privées ont été reprises et 48 banques d'État ou privées font actuellement l'objet d'une étroite surveillance.

13. En vertu des textes promulgués par le Cabinet chargé des réformes de développement, la Banque centrale d'Indonésie est en voie de devenir une entité indépendante.

14. L'économie repose sur le secteur manufacturier, le commerce, le tourisme, le secteur agricole et la prospection des ressources minérales. Le secteur manufacturier occupe toujours la première place, avec par exemple 25,6 pour cent du PIB en 1997. Les principaux biens de consommation étaient les textiles, les produits alimentaires transformés, les véhicules à moteur et le matériel électronique. Les principaux biens intermédiaires étaient les contreplaqués, le ciment, les engrais, les métaux et les ouvrages en verre. En 1997, le deuxième secteur en importance était celui du commerce et du tourisme, qui représentait 16,9 pour cent du PIB. La même année, le secteur agricole, sylviculture et pêche comprises, représentait 14,8 pour cent du PIB. Les principaux produits agricoles exportés sont le caoutchouc, le café, l'huile de palme, le cacao, les poissons et les crevettes.

15. L'actuelle crise économique et monétaire a considérablement freiné l'essor économique. Pour inverser cette tendance, il est nécessaire de traiter les questions suivantes:

- accroître la demande intérieure;
- réduire l'inflation;
- accroître les exportations de produits autres que le pétrole et le gaz; et
- mettre en œuvre une réforme politique.

16. Pour lutter contre le ralentissement de l'activité économique, le gouvernement indonésien continue à appliquer une politique monétaire et budgétaire prudente et à prendre des mesures visant à renforcer le système financier. Il est déterminé à assurer une rapide stabilisation de l'économie ainsi qu'un approvisionnement suffisant de toutes les régions du pays en produits alimentaires et en denrées de base.

II. PRINCIPALES ÉTAPES DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE DEPUIS LE DERNIER EXAMEN

17. Depuis le dernier examen qui a eu lieu en 1994, le gouvernement a adopté plusieurs mesures pour honorer ses engagements internationaux et améliorer la compétitivité de l'économie indonésienne sur les marchés internationaux. Ces mesures montrent clairement que le gouvernement met assidûment en œuvre les engagements qu'il a contractés dans le cadre de l'OMC, de l'ANASE et de l'APEC.

Programme de déréglementation de mai 1995

18. En mai 1995, le gouvernement a annoncé une série de mesures de déréglementation dans le cadre de ses efforts visant à rendre l'économie nationale plus efficace et plus solide et à accroître la compétitivité des produits indonésiens sur le marché international. Ce programme de déréglementation comprend entre autres les mesures suivantes:

- Le taux des droits d'importation sera progressivement réduit. Tous les droits d'importation actuellement supérieurs à 20 pour cent seront ramenés à un taux maximal de 20 pour cent pour 1998 et de 10 pour cent pour 2003. Les droits d'importation actuellement égaux ou inférieurs à 20 pour cent seront ramenés à un taux maximal de 5 pour cent au cours de l'an 2000.
- De nombreux droits d'importation seront immédiatement ramenés à un taux compris entre 5 et 20 pour cent.
- De nombreuses surtaxes à l'importation en vigueur seront supprimées ou réduites.
- Un certain nombre de produits précédemment protégés par des obstacles non tarifaires et qui ne pouvaient être importés que par des importateurs agréés ou des producteurs-importateurs seront accessibles aux importateurs généraux.
- Une exonération des droits d'importation sera accordée pour les biens d'équipement qui sont importés par des entreprises faisant l'objet d'une restructuration économique et dont la valeur minimale est égale à 30 pour cent de l'investissement initial de ces entreprises.
- Certains secteurs économiques précédemment fermés aux nouveaux investissements ont été ouverts. Il s'agit notamment des secteurs suivants: production d'huile de palme pour la cuisson, fabrication de produits finis et de demi-produits en rotin, fabrication de chaudières industrielles, industrie automobile, maintenance des aéronefs et services de soutien du commerce intérieur.
- Certains secteurs économiques sont fermés aux nouveaux investissements, à savoir les secteurs suivants: transformation du bois de palétuvier, industrie du cyclamate et de la saccharine, fabrication de pâtes avec du sulfite, fabrication de chloralcali avec du mercure et industrie du chlorofluorocarbène (CFC/fréon).
- Les procédures d'agrément appliquées dans le secteur industriel ont été simplifiées. La licence industrielle (IUI-Izin Usaha Industri) sera accordée directement aux entreprises installées dans la zone industrielle et la zone franche sans qu'elles soient tenues d'obtenir au préalable un agrément de principe. Pour son expansion, une entreprise est uniquement tenue de présenter un projet à cet effet. Un certificat

d'enregistrement faisant office d'autorisation d'exercer une activité industrielle sera accordé aux entreprises appartenant à de petits groupes.

- Un certain nombre de secteurs économiques demeurent réservés aux petites entreprises opérant seules ou en collaboration avec des moyennes ou grandes entreprises. Il s'agit notamment des secteurs de l'élevage de volailles, de la fabrication de chapeaux traditionnels et de l'outillage.

Mesures de déréglementation adoptées en 1996

19. En janvier et en juin 1996, le gouvernement a annoncé une série de mesures de déréglementation économique, à savoir:

- **Poursuite du programme de réduction tarifaire.** Dans le programme de déréglementation de mai 1995, le gouvernement avait annoncé une réduction progressive des droits de douane. Le taux d'un groupe de lignes tarifaires doit être réduit progressivement et ramené, pour l'an 2000, à un niveau maximal de 5 pour cent. Il en est de même pour un autre groupe de lignes tarifaires dont le taux doit être ramené, pour l'an 2003, à un niveau maximal de 10 pour cent. Le gouvernement annonce actuellement la liste des réductions tarifaires (voir le tableau joint) à mettre en œuvre au cours des prochaines années afin que la communauté économique puisse mieux planifier les investissements et la production.
- **Réduction des droits de douane sur les biens d'équipement importés.** Plusieurs mesures ont été prises pour réduire les droits de douane sur les biens d'équipement importés.
- **Suppression des surtaxes tarifaires.** En vertu de la Loi douanière, les surtaxes appliquées aux produits importés seront supprimées. L'Indonésie accélère ainsi la mise en œuvre de ses engagements à l'égard de l'OMC.
- **Simplification des obstacles non tarifaires.** Pour accélérer l'acquisition de biens d'équipement et de matières premières et pour accroître l'efficacité de l'industrie, le gouvernement a supprimé plusieurs obstacles non tarifaires. De cette manière également, l'Indonésie accélère la mise en œuvre de l'engagement qu'elle a contracté auprès de l'OMC de réduire le nombre des obstacles non tarifaires.
- **Réglementation antidumping.** Le gouvernement a institué une réglementation antidumping pour lutter contre les pratiques de dumping d'exportateurs étrangers. Cette mesure est conforme à l'Accord antidumping de l'OMC.
- **Facilitation des exportations.** Les mesures adoptées à cet effet consistent à simplifier les prescriptions et les procédures à appliquer pour obtenir le certificat d'origine, à supprimer l'inspection des produits exportés et à supprimer la déclaration des marchandises destinées à l'exportation (PEB) lorsque la valeur des produits est égale ou inférieure à 100 millions de rupiahs.
- **Simplification des licences pour les entreprises situées dans les zones industrielles.** Pour intensifier les activités d'exportation, le gouvernement a simplifié les prescriptions en matière de licences appliquées aux entreprises situées dans des zones industrielles.

- **Exploitation des zones franches/entrepôts en douane.** Le secteur privé peut désormais exploiter les zones franches et les entrepôts en douane, dont la gestion était autrefois effectuée par les entreprises d'État.
- **Assouplissement des restrictions appliquées aux activités d'exportation et d'importation exercées par des entreprises manufacturières à capital étranger.** Les entreprises manufacturières à capital étranger disposent d'une certaine liberté pour importer et vendre leurs produits au niveau du commerce de gros.
- **Simplification des procédures d'importation de déchets utilisés comme matières premières industrielles.** Les procédures d'importation de déchets utilisés comme matières premières industrielles seront améliorées et adaptées en vertu de la Loi douanière.

Programmes de déréglementation de 1997

20. Le 7 juillet 1997, le gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un programme de déréglementation économique qui constitue la suite de la précédente série de mesures de déréglementation. La réforme de la politique économique prévue dans ce programme portait sur les questions suivantes: réduction des droits d'importation, établissements d'adjudication privés, sociétés d'investissement non direct, transfert de biens d'équipement, exportations sans notification, taxes régionales et redistribution, et recettes non fiscales dans les secteurs industriels et commerciaux. Ce programme avait pour objet d'alléger les formalités administratives et d'accroître les exportations.

21. À partir du 17 septembre 1997, le gouvernement a baissé le droit d'importation appliqué aux matières premières et aux matières auxiliaires destinées à certains produits (153 positions tarifaires). Cette réduction visait à stimuler les industries orientées vers l'exportation et à assurer une amélioration durable de l'économie.

22. La réduction des droits d'importation varie entre 5 et 10 points de pourcentage et le taux final sera de zéro, 5, 10 et 15 pour cent. Les droits réduits s'appliquent aux matières premières destinées aux secteurs suivants: textiles (40 positions tarifaires), transformation du bois (67 positions tarifaires), produits chimiques de base (31 positions tarifaires) et ouvrages en cuir (neuf positions tarifaires).

23. Les matières premières et les matières auxiliaires destinées aux produits sidérurgiques, aux machines, aux produits de l'industrie automobile et aux produits agricoles correspondent à trois positions tarifaires pour chaque catégorie.

Résultats économiques en 1997

24. Au cours des trois dernières décennies, l'Indonésie a tiré le meilleur parti des changements structurels qui ont été apportés pour assurer une économie mondiale mieux intégrée. La clé de cette réussite a été le maintien de la stabilité macro-économique grâce à une politique budgétaire et monétaire prudente, la réforme du secteur financier et une plus grande ouverture économique. Au cours de cette période, le taux de croissance s'est établi en moyenne à près de 7 pour cent par an, l'inflation a été maintenue à un seul chiffre et l'économie s'est davantage diversifiée, le secteur privé y jouant un rôle plus important.

25. Le second semestre de 1997 a marqué le début de la récession économique, comme en témoignent le ralentissement de l'activité économique, la flambée des prix et l'affaiblissement des

institutions financières. La détérioration du taux de change de la rupiah, combinée à des taux d'intérêt élevés, a entraîné un fléchissement dans de nombreux secteurs économiques.

26. Selon les estimations, la croissance économique n'a été que de 4,65 pour cent en 1997, ce qui est bien inférieur aux résultats de l'année précédente. Le ralentissement économique a entraîné une baisse de la demande intérieure, principalement en ce qui concerne la consommation et les investissements tant dans le secteur privé que dans le secteur public. La baisse de la demande intérieure s'est traduite par un fléchissement considérable de l'expansion des prêts bancaires destinés aux investissements et aux dépenses de consommation. Le taux d'inflation s'est notablement accru, atteignant 11,05 pour cent en 1997, en raison du faible taux de change de la rupiah et de la longue période de sécheresse liée aux changements climatiques planétaires qui ont des répercussions négatives sur la production agricole.

Politique économique appliquée en 1998

27. Conscient des problèmes auxquels est confronté le pays, le gouvernement indonésien a mis en place divers programmes et mesures d'ajustement. Membre du FMI, de la Banque mondiale et de la BASD, l'Indonésie consulte fréquemment ces institutions et sollicite leurs conseils sur la manière d'améliorer l'économie du pays. Le 15 janvier 1998, le gouvernement a adopté un programme de réforme et de restructuration économiques et financières. Ce programme a été élaboré pour définir les mesures à prendre dans plusieurs domaines, à savoir: mesures visant à améliorer l'état des secteurs financiers, assainissement budgétaire, questions monétaires, taux de change et ajustements structurels grâce à un élargissement et à une intensification du programme de réglementation. Pour compléter et modifier les mémorandums du 15 janvier 1998, le gouvernement a signé deux mémorandums supplémentaires le 8 avril et le 24 juin 1998.

28. Compte tenu de sa grande portée et du fait qu'il vise un certain nombre d'aspects économiques, le programme sera mis en œuvre pendant une période de trois ans. Son application fera l'objet d'une surveillance et d'un examen minutieux. À cet effet, l'Indonésie bénéficiera de l'aide d'experts du FMI, de la Banque mondiale et de la BASD.

29. Le programme d'ajustement structurel vise essentiellement à accroître l'efficacité et la compétitivité de l'économie nationale. Les mesures à mettre en œuvre pour réaliser cet objectif sont les suivantes:

- Suppression le 21 janvier 1998 des avantages fiscaux et douaniers spéciaux précédemment accordés au Programme concernant la voiture nationale.
- Baisse progressive des droits d'importation à 10 pour cent en 2003, y compris sur les produits chimiques et le fer/acier. À partir du 1^{er} janvier 1998, les droits d'importation sur de nombreux produits chimiques ont été ramenés de 10-20 pour cent à 5 pour cent. La plupart des droits appliqués au fer/acier seront également réduits à partir de janvier 1999.
- Depuis le 1^{er} janvier 1998, les importateurs généraux peuvent librement importer divers produits tels que le blé, la farine de blé, les fèves de soja et l'ail. Actuellement, les importations de fèves de soja et d'ail sont assujetties à un droit de douane de 20 pour cent et les importations de blé et de farine de blé à un droit de 10 pour cent. Ces taux doivent être ramenés à 5 pour cent en 2003 et le prix de détail administré du ciment a également été supprimé.

- Une réduction des obstacles aux exportations, y compris les taxes d'exportation, doit être mise en œuvre par étapes.

30. Les principales mesures d'ordre structurel prévues dans le Mémorandum sur la politique économique et financière consistent à poursuivre la déréglementation, la libéralisation du commerce, la privatisation des entreprises d'État, l'amélioration du système bancaire et la restructuration des entreprises.

31. Bien que les perspectives à moyen terme demeurent incertaines compte tenu de la gravité de la crise, l'objectif du gouvernement indonésien est de rétablir le plus rapidement possible une croissance économique durable caractérisée par un faible taux d'inflation.

32. Le gouvernement a pour priorité absolue de faire en sorte que l'ensemble de la population puisse se procurer les produits alimentaires et autres produits essentiels à des prix raisonnables. Les prix des produits alimentaires, en particulier pour le riz et l'huile de cuisine, ont considérablement augmenté depuis le début de mai 1998, soumettant la population à de dures épreuves. Bien que la majeure partie du commerce privé fonctionne bien, le gouvernement prend un certain nombre de mesures pour faire en sorte qu'il ne reste aucun obstacle à la bonne circulation des produits de base dans le pays.

33. Le programme envisage également la prochaine suppression de la quasi-totalité des restrictions instituées au fil du temps. Ainsi:

- depuis le 1^{er} février 1998, le monopole du BULOG est limité au riz;
- l'Office de commercialisation des clous de girofle doit être supprimé pour juin 1998;
- toutes les mesures de commercialisation à caractère restrictif doivent être abrogées pour le 1^{er} février 1998, notamment en ce qui concerne le ciment, le papier et les contreplaqués;
- tous les obstacles, officiels ou non, concernant les plantations destinées à la production d'huile de palme doivent être supprimés pour le 1^{er} février 1998;
- à partir du 1^{er} février 1998, les droits de douane appliqués à l'ensemble des produits alimentaires ont été ramenés à un taux maximal de 5 pour cent, tandis que les taux imposés aux produits agricoles non alimentaires ont été réduits de 5 points de pourcentage; et
- le 29 mai 1998, le gouvernement a adopté une politique de réforme des investissements en vertu de laquelle la liste des secteurs fermés à l'investissement a été révisée.

Secteurs fermés à l'investissement

i) Secteurs primaires

- Culture et transformation de la marijuana et des produits similaires
- Exploitation des éponges
- Sous-traitance en matière d'exploitation forestière
- Exploitation des mines d'uranium

ii) Secteurs secondaires

- Pesticides dangereux à base de pentachlorophénol, de dichloro-diphényl-trichloréthane (DDT), de dieldrine, de chlordane
- Production de pâtes à base de sulfite, traitement et production de pâtes avec du chlore de blanchiment
- Industrie du chlorure alcalin utilisant le procédé au mercure
- Fabrication de chlorofluorocarbone (CFC/fréon)
- Fabrication de cyclamate et de saccharine
- Transformation du bois de palétuvier pour la production de produits finis et de demi-produits
- Boissons alcooliques
- Pétards et feux d'artifice
- Matériaux explosifs et produits similaires
- Fabrication d'armes et d'éléments connexes
- Impression de titres
- Timbres postaux
- Timbres fiscaux
- Effets commerciaux de la Banque d'Indonésie
- Passeports
- Affranchissement

iii) Secteur tertiaire

- Casinos/jeux d'argent

Secteurs fermés aux investissements lorsqu'une partie des actions est détenue par des personnes physiques ou morales étrangères.

iv) Secteurs primaires

- Pêche et pisciculture en eau douce
- Droit d'exploitation forestière

v) Secteurs tertiaires

- Transports par taxi et par autobus
- Trafic maritime local
- Services de télévision et de radiodiffusion privés, journaux et magazines
- Exploitation de cinémas
- Gestion du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites
- Services commerciaux et services de soutien à l'exception des services suivants: commerce de détail (galeries marchandes, supermarchés, grands magasins et centres commerciaux), distribution/commerce de gros, restaurants, certification de la qualité, études de marché et après-vente.
- Services médicaux: cliniques de médecine générale, cliniques obstétriques, cliniques spécialisées et cliniques dentaires

III. ENGAGEMENTS DE L'INDONÉSIE AU SEIN DES INSTANCES INTERNATIONALES

1) MISE EN ŒUVRE D'INITIATIVES MULTILATÉRALES

34. Le gouvernement indonésien a ratifié l'Accord de Marrakech le 2 décembre 1994. Il soutient l'OMC dans l'action qu'elle mène pour renforcer le système commercial multilatéral et il est déterminé à mettre en œuvre les obligations et responsabilités découlant du Cycle d'Uruguay, comme en témoignent les engagements pris par l'Indonésie au regard de l'OMC portant depuis peu sur les technologies de l'information, les services de télécommunication et les services financiers.

35. S'agissant de la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, l'Indonésie a supprimé la plupart des obstacles non tarifaires pour lesquels elle a pris des engagements dans la Liste XXI. Par ailleurs, le gouvernement a également supprimé depuis juin 1996 les surtaxes à l'importation. Les derniers obstacles non tarifaires sont appliqués dans le secteur pétrolier.

36. En tant que Membre de l'OMC, l'Indonésie met en œuvre depuis le 1^{er} avril 1997 l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Depuis lors, la détermination de la valeur en douane des produits importés est fondée sur les dispositions de l'Accord. En outre, l'Indonésie a promulgué les textes suivants: Loi douanière n° 10/1995; Décret ministériel n° 690/KMK.05/1996 sur les questions financières; Lettre circulaire n° SE-11/BC/1997 du Directeur général des douanes; Décrets n° KEP-14/BC/1997 et n° KEP-21/BC/1997 du Directeur général des douanes. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord, l'Indonésie a également révisé ses procédures d'importation pour les mettre en conformité avec le nouveau système d'évaluation en douane. Ainsi, les produits importés sont traités dans un circuit vert ou rouge, qui est choisi en fonction d'une évaluation des risques effectuée par un service d'information.

37. Depuis 1994, l'Indonésie a entrepris une action concertée visant à améliorer les dispositions et procédures existantes de protection des droits de propriété intellectuelle conformément aux normes et aux pratiques internationales énoncées dans toutes les conventions internationales relatives aux droits de propriété intellectuelle. Elle s'emploie également à promulguer de nouvelles lois et à modifier les lois en vigueur conformément à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. Depuis mai 1997, elle a promulgué trois nouvelles lois dans le domaine des droits de propriété intellectuelle, à savoir:

- Loi n° 12 de 1997 portant modification de la Loi n° 6 de 1982 sur le droit d'auteur, telle que modifiée par la Loi n° 7 de 1987;
- Loi n° 13 de 1997 portant modification de la Loi n° 6 de 1989 sur les brevets; et
- Loi n° 14 de 1997 portant modification de la Loi n° 19 de 1992 sur les marques de fabrique et de commerce.

38. Des mesures sont actuellement prises pour permettre à l'Indonésie de satisfaire d'ici à 1999 à ses obligations à l'égard de l'OMC dans le domaine des ADPIC. De nouvelles lois concernant notamment la protection des variétés végétales, des droits des artistes interprètes ou exécutants et des schémas de configuration de circuits intégrés, ainsi qu'un certain nombre de textes apportant des modifications mineures aux lois en vigueur sur les brevets et les marques de fabrique et de commerce, sont à divers stades de rédaction.

39. L'Indonésie a mis en œuvre la clause de la nation la plus favorisée pour tous les Membres de l'OMC et n'a jamais modifié cet état de choses depuis le milieu de 1995. À titre d'information, le

décret ministériel sur les questions financières signé le 21 janvier 1998 prévoit pour tous les pays une réduction des droits de douane dans le cadre du système NPF.

2) MISE EN ŒUVRE D'INITIATIVES RÉGIONALES

40. L'Indonésie attache une grande importance à la coopération régionale et continue à participer activement à divers groupements régionaux tels que l'ANASE et l'APEC.

41. Étant l'un des auteurs de la Déclaration de Bogor concernant la libéralisation du commerce et des investissements en l'an 2010 pour les pays industrialisés et en l'an 2020 pour les pays en développement membres de l'APEC, l'Indonésie s'est engagée à poursuivre la libéralisation du commerce et des investissements. Elle continuera à procéder à des réductions tarifaires dans le cadre de ses efforts et de ses engagements au sein de l'ANASE et de l'APEC en vue de libéraliser le commerce.

42. L'Indonésie a pour objectif prioritaire de renforcer la coopération commerciale et économique au sein de l'ANASE dans le domaine du commerce des services, des droits de propriété intellectuelle, des transports et des communications, du développement de l'infrastructure et de la coopération industrielle.

43. Depuis 1994, pour mettre en œuvre les engagements pris à l'égard de l'ANASE-ZLEA, l'Indonésie a adopté des mesures pour abaisser ses droits de douane et a établi un nouveau calendrier de réductions tarifaires pour la ZLEA, à appliquer d'ici à l'an 2003, qui vise 7 212 lignes tarifaires. Ces droits concernent la Liste d'inclusion (6 622 produits), la Liste d'exclusion temporaire (541 produits), la Liste des produits sensibles (4 produits) et la Liste d'exceptions générales (45 produits).

44. L'actuelle crise économique ne modifiera pas l'engagement pris par l'Indonésie de mettre en œuvre le système TPEC-ZLEA d'ici à l'an 2003.

IV. FUTURE ORIENTATION DE LA POLITIQUE

45. Au fil des ans, le gouvernement a sans cesse démontré qu'il était en mesure de maintenir son engagement en faveur du développement économique. Toutefois, en raison des troubles économiques sans précédent que le pays connaît depuis le milieu de 1997, le gouvernement donne la priorité absolue, à court terme, à la stabilisation de la situation économique et politique. Sa tâche la plus urgente est d'améliorer le système de distribution et d'assurer un approvisionnement suffisant en produits de première nécessité.

46. Le gouvernement est résolu à poursuivre le programme de réforme qui comprend cinq volets importants:

- maintien de la stabilité macro-économique;
- réforme et renforcement du système bancaire;
- réaménagement de la dette des entreprises;
- poursuite de la réforme structurelle pour améliorer la gestion des affaires publiques et accroître l'efficacité du secteur privé; et

- adoption de mesures visant à protéger les économiquement faibles et à promouvoir les investissements essentiels en matière de ressources humaines.

47. L'Indonésie continuera à respecter ses engagements à l'égard de la communauté internationale.
